

# SAHARA

## INFO

OCTOBRE 1993

Association des Amis de  
la République Arabe Sahraouie Démocratique

B.P. 244 - 75227 Paris Cedex 05 C.C.P. 19303 94 K PARIS

dossier de presse n°89

SAHARA OCCIDENTAL

## UN ÉTAT SAHRAOUI QUE LE MAROC ACCEPTERAIT

Des négociations directes – et pour la première fois officielles – entre les autorités marocaines et le Front Polisario viennent de se tenir à El Ayoun.

Sous l'égide de l'Onu vient de se tenir, du 17 au 19 juillet, à El Ayoun, la capitale du Sahara Occidental, une rencontre directe et officielle entre représentants du Maroc et du Front Polisario. Cette réunion, qui fait suite à d'autres plus officielles en vue de l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, revêt une importance particulière dans le règlement du conflit, vieux d'une vingtaine d'années, entre le Maroc qui occupe illégalement le territoire et le peuple sahraoui toujours privé de son droit à disposer de lui-même.

La rencontre de El Ayoun est la première depuis le vote unanime, le 2 mars dernier, de la résolution 809 par le Conseil de sécurité qui a remis sur les rails un plan de paix accepté par les deux parties en 1988 et enlisé depuis décembre 1991. A l'origine du blocage, rappelons-le, fut le revirement de l'ex-secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar, qui, pour complaire aux autorités de Rabat, avait modifié, sans consulter le Polisario, l'un des éléments essentiels de ses propres propositions, la constitution du corps électoral habilité à prendre part au référendum d'autodétermination.

Quels que furent les atermoiements, les déboires, les tergiversations subis par le plan de règlement sur le Sahara Occidental, la réunion de El Ayoun apparaît comme la marque d'une volonté onusienne de mettre un terme à une double violation caractérisée du droit : la confiscation du droit d'un peuple à disposer de lui-même et l'occupation illégale de son territoire par un Etat étranger.

A cet égard, il n'est pas inutile de souligner l'attitude américaine, ces derniers temps, sur cette affaire. Il convient de rappeler que ce sont les Etats-Unis qui ont empêché le dévoilement du plan de paix fin 1991 et qui lui ont donné, en 1993, une nouvelle impulsion. En effet, ce sont eux qui, au Conseil de sécurité, ont veillé à ce que les nouvelles propositions de Javier Perez de Cuellar ne soient pas « adoptées », mais seulement « accueillies avec intérêt » (1).

C'est à eux encore que revient le mérite de la relance,

ces dernières semaines, du processus référendaire dans des formes crédibles. Enfin, au moment même où se préparait et se tenait la réunion de El Ayoun, une mission d'information américaine constituée de diplomates et d'experts démocrates et républicains, effectuait une tournée au Maghreb pour s'enquérir des conditions dans lesquelles se prépare le référendum au Sahara, en vue de remettre un rapport aux autorités de Washington.

Il n'est pas exclu d'ailleurs que la participation des représentants marocains à la réunion de El Ayoun soit le fruit de pressions de l'administration américaine.

Les négociations directes entre les deux parties qui viennent de s'ébaucher à El Ayoun étaient de longue date souhaitées par le Polisario alors que Rabat faisait la sourde oreille. Du côté du Front, on croit, en effet, en la nécessité de telles négociations, non seulement pour créer un climat propice à la mise en œuvre immédiate du plan de paix, mais encore, quelle que soit l'issue du scrutin, indépendance ou intégration au Maroc, pour s'accorder sur les conditions susceptibles de garantir une situation incontestable post-référendaire et une stabilité durable pour la région.

### UNE ÉPINEUSE AFFAIRE

C'est sans doute le sens qu'on veut donner à leur participation à la rencontre les responsables sahraouis par la composition de haut niveau de leur délégation. Alors que celle-ci, comprenant six membres de la direction politique du Front, était conduite par le « numéro deux » du Polisario, Bachir Mustapha Sayed, la délégation marocaine dirigée par l'ambassadeur auprès des Nations unies, Ahmed Senoussi, et composée de « techniciens », n'a pas offert une même signification ni fait la preuve d'une même maturité politique.

C'est par la voix de Bachir Sayed qu'a été exprimée « la conviction que la solution politique et pacifique est

l'unique voie pour mettre un terme à ce conflit qui n'a que trop duré... même si le dialogue ne peut se substituer au plan de règlement ». Pour le « numéro deux » du Front, cette ébauche de dialogue est « une victoire du réalisme, du bon sens et de la responsabilité ».

Le jour même où était annoncée la rencontre de El Ayoun, se tenait à Paris une conférence-débat sur le thème : « Quel destin pour le peuple du Sahara Occidental ? » (2), destinée à « explorer les voies d'une paix juste et durable » dans la région. Non seulement cette conférence a souligné les enjeux de cette « épineuse affaire » pour l'ouest de l'Afrique si fragile, mais encore a permis d'évoquer les perspectives, pour les pays de la Méditerranée occidentale, y compris le Maroc, justifiant son règlement dans le respect du droit.

« Le non règlement du conflit du Sahara Occidental est un verrou, un obstacle, a affirmé Jean-Yves Autexier, délégué général de République Moderne. Il ne peut y avoir d'évolution vers le grand Maghreb si l'un de ses peuples est privé de son droit à l'autodétermination. » « Un processus de paix suppose des négociations pour aboutir à un consensus commun, a pour sa part, notamment, indiqué Mgr Gabriel Piroird, évêque de Constantine et président du conseil Justice et Paix des évêques d'Algérie. Et la confiance ne peut s'établir sans le respect des engagements pris. »

Pour l'ambassadeur de France, Gilbert Perol, qui fut le porte-parole du général de Gaulle, « il convient de réaffirmer la primauté du droit dont fait partie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce nouveau souffle à redonner aux droits des peuples procède d'une double exigence. D'une exigence d'ordre d'abord : il faut cesser de pratiquer la loi de la force, de l'indifférence et du blocage. Tous les pays soucieux d'ordre, y compris le Maroc, devraient soutenir cette exigence : d'une exigence morale, de justice, de fraternité même, de dignité pour les peuples et pour les hommes. La France doit tenir très ferme sur cette double exigence et s'agissant du Sahara Occidental, même s'il y a un blocage, elle doit maintenir l'exigence. »

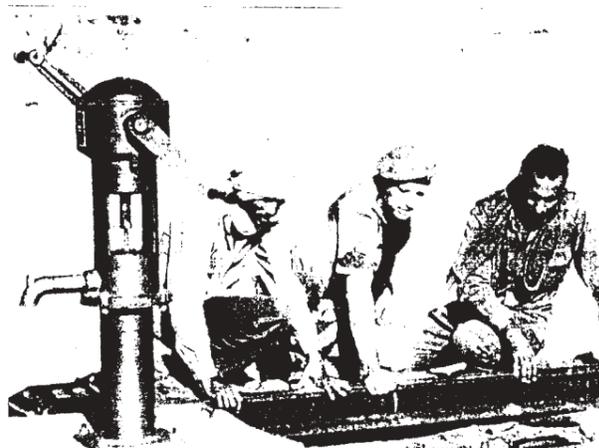
La clef, pour l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, serait « d'imaginer l'avenir et de réfléchir au fonctionnement d'un ensemble où existerait un Etat sahraoui que le Maroc accepterait et avec lequel il organiserait des relations politiques, culturelles, économiques. De plus, avec un Etat sahraoui, a-t-il poursuivi,

ce serait retrouver vie à la vie du désert. Les peuples d'Afrique ne peuvent qu'être sensibles à cette perspective. »

Tristan de Meslan

(1) Résolution 775 du 31/12/91.

(2) Organisée le 2 juillet 1993 sous l'égide du Comité sur le Sahara Occidental présidé par Martine de Froelville et Georges Montaron, avec notamment Mahmoud Abdellatif, Luciane Ardesi, Jean-Yves Autexier, Claude Bontemps, Monique Chemillier-Gendreau, Pierre Dabezies, Javier Morillas, Gilbert Perol, Mgr Gabriel Piroird, Baba Sayed.



### COMPROMIS INATTENDU AU SAHARA OCCIDENTAL

Marocains et Sahraouis seraient-ils enfin prêts à faire bouger la question du Sahara occidental, conflit vieux de près de vingt ans, oublié du monde ? Contraints par les Nations Unies, les Sahraouis ont accepté une reconnaissance du corps électoral, privilège du même coup le Maroc. Les discussions seront donc serrées. Lors de la rencontre, jeudi 15 juillet, entre le Maroc et le Front Polisario, dans la capitale du Sahara occidental, El-Ayoun, sous occupation marocaine. Une rencontre organisée par l'ONU. (Photo Eric Girard/Sygm.) Page 8

4-B

Figaro 25/7/93

d'Edouard Balladur à Rabat

## France-Maroc : un nouvel élan

La situation en ex-Yougoslavie, au Proche-Orient et dans le Golfe a été au centre des entretiens du premier ministre.

RABAT :  
de notre envoyée spéciale  
Irène JARRY

« Pour marquer le prix que j'attache aux liens particuliers qui unissent nos deux pays, j'ai tenu à répondre très rapidement à l'invitation que m'a adressé sa majesté le roi Hassan II », a déclaré le premier ministre Edouard Balladur à son arrivée jeudi soir à Rabat, confirmant ainsi le retour au beau fixe des relations franco-marocaines. L'invitation du roi Hassan II avait été formulée il y a un peu moins de deux mois, lors de la visite du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Le chef de la diplomatie française avait alors transmis aux autorités de Rabat un message du premier ministre soulignant « la volonté du nouveau gouvernement de donner aux relations franco-marocaines un nouvel élan et d'entrer dans une ère de confiance réciproque ».

Pour son premier déplacement dans un pays arabe depuis son arrivée au pouvoir en mars, M. Balladur a donc choisi le Maroc dont la France est le premier partenaire commercial. Les liens économiques très denses se doublent de rapports humains non moins importants, avec 720 000 travailleurs marocains dans l'Hexagone. Mais ces dernières années, plusieurs dossiers concernant le non respect des droits de l'Homme ont été à l'origine d'une tension entre Paris et Rabat. A cela était venue s'ajouter l'annonce d'un voyage -annulé à la dernière minute- que M<sup>me</sup> Mitterrand se proposait de faire dans les camps Sahraouis. Les relations entre les deux pays avaient connu un net refroidissement.

Le roi Hassan II affirmait alors qu'une « mauvaise grippe » affectait les relations franco-marocaines. Depuis, Rabat a pris des initiatives propres à améliorer son image. Le sinistre bague de Tazmamart a été vidé, les frères Bourequat, trois Français « disparus » ont été libérés du bagne et Abraham Serfaty, opposant

d'extrême-gauche emprisonné à Kenitra pendant 17 ans, a été expulsé vers la France. La constitution a été modernisée et les élections législatives du mois dernier, où l'opposition a progressé, ont également donné l'image d'un royaume en route vers la démocratie.

Accompagné du ministre de la Coopération, Michel Roussein, et du ministre délégué aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, M. Balladur s'est entretenu longuement avec le premier ministre Karim Lamrani. Hier après-midi, il a rencontré le roi Hassan II. « Tous les entretiens ont été extrêmement cordiaux, confiants, directs, sans fioritures inutiles, comme il se doit entre véritables amis », a précisé M. Balladur au cours d'une brève conférence de presse. Le premier ministre a confirmé que Paris « soutient pleinement le désir du Maroc de se rapprocher de la Communauté économique européenne » et a mis l'accent sur les « courageuses mesures d'ajustement concernant les privatisations et les réformes douanières et fiscales ».

En ce qui concerne les modifications de la législation en matière d'immigration, M. Balladur a déclaré : « Les autorités marocaines ont compris les objectifs de cette nouvelle politique française concernant le flux migratoire. Il s'agit de lutter contre l'immigration irrégulière et de faciliter l'insertion de ceux qui se trouvent légalement en France ».

Le processus de paix au Proche-Orient, la situation dans le Golfe et en ex-Yougoslavie ont été à l'ordre du jour. Après avoir précisé que l'éventualité d'une rencontre à Paris entre le Maroc et le Front Polisario n'avait pas été envisagée, M. Balladur, a ajouté : « Nous souhaitons un règlement de ce problème, nous espérons un référendum, mais nous nous interdisons d'en dicter les conditions. La France est prête, lorsque toutes les parties le souhaitent, à favoriser des discussions, mais elle n'est pas disposée à interférer dans des problèmes qui ne la concernent pas directement ».

I. J.

TEMOIGNAGE CHRÉTIEN • 7 AOÛT 1993

## TEMOIGNAGE CHRETIEN

### INTERVIEW

Baba SAYED  
représentant en France  
du Front Polisario

« Tous les Sahraouis prouvant leur identité, même côté marocain, peuvent prendre part au référendum »

Vingt ans après la création du Front Polisario, la rencontre entre Sahraouis et Marocains, organisée à El Ayoun le 15 juillet sous l'égide de l'ONU, n'est-elle pas une bonne occasion de faire réparer d'un conflit oublié ?

Baba Sayed : Je veux éviter de susciter de faux espoirs. Je reconnais que, d'un point de vue symbolique, la rencontre à El Ayoun, en « territoire occupé » marocain, est très importante. Mais elle ne saurait être

décisive. Il faudra encore beaucoup de temps avant d'aboutir au règlement définitif du conflit. En vingt ans de guerre, les Sahraouis ont en tout cas démontré à la face du monde leur volonté de ne pas abandonner. Oui, notre combat est méconnu et nos forces sont bien faibles vis-à-vis de la puissance du Maroc. Ce qui est extraordinaire, c'est que nous soyons toujours là !

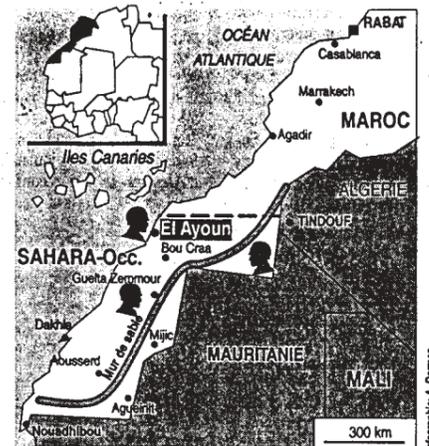
— Face au Front Polisario, le Maroc apparaît aujourd'hui plus fort que jamais. Il se ménage l'Occident, notamment les États-Unis, en étant à leurs côtés dans le conflit irakien et la crise somalienne. Les Nations Unies ne seraient-elles pas prêtes à jouer la carte marocaine ?

— Je dois le dire, l'ONU se couche devant le roi du Maroc.

— Voulez-vous dire par là que le plan de paix n'est pas respecté ?

— En 1988, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté à l'unanimité un plan de paix au Sahara. Il prévoyait l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Deux ans plus tard, en 1991, il a établi un cessez-le-feu et a décidé d'envoyer des Casques bleus. Mais aujourd'hui, le processus est gelé. La

### Sahara occidental, état des lieux



Mission de l'ONU coté marocain et dans les territoires dits libérés

Grâce au mur de sable, les Marocains détiennent les 3/4 du Sahara Occidental

mission de l'ONU au Sahara n'a aucune autorité. Son action est entravée par le Maroc. Le Front Polisario avait placé toute sa confiance dans les Nations Unies. Mais elles ne s'acquittent pas de leur contrat. Il y a une politique de deux poids, deux mesures, qui ne peut que renforcer la conviction que les Nations Unies n'appliquent pas partout les mêmes droits.

— Ne pâtissez-vous pas également de l'instabilité qui règne en Algérie ? Alger n'a plus guère le loisir de soutenir le Front Polisario...  
— Le Maroc n'a aucune raison

15.7.1993

# Le Polisario expose les lignes du futur Etat

Le Polisario s'engage à construire au Sahara occidental un "Etat pluraliste à économie de marché, où tous les Sahraouis auront leur place quels que soient leurs antécédents" et à établir des "relations normales" avec le Maroc.

Dans une déclaration faite lors de la dernière séance de négociations hier à El-Ayoune, et dont le texte a été communiqué à l'A.F.P. par la représentation sahraouie à Alger, le chef de la délégation du Polisario a reconnu la nécessité d'un compromis pour aboutir à un règlement "politique et pacifique".

M. Bachir Mustapha Sayed

a ajouté que " le Maroc ne peut par les armes imposer au peuple sahraoui la paix des cimetières et que le Front Polisario n'est pas à même de faire abdiquer purement et simplement le Maroc".

Il a défini en cinq points les " axes de la politique " qui sera suivi par le Polisario, durant la "période post-référendaire", dans l'hypothèse d'un vote favorable à l'indépendance lors du référendum prévu avant la fin de l'année.

Ces cinq points sont les suivants :

1- Le Front Polisario s'engage à construire un Etat de droit, pluraliste où les libertés

démocratiques et individuelles seront pleinement garanties. L'économie de marché est notre option et tous les Sahraouis (...) y auront leur place quels que soient leur passé et leurs antécédents".

2- Il s'engage à consacrer toutes ses énergies à établir des relations normales, dénuées de tout ressentiment entre la République sahraouie et le royaume du Maroc".

3- Il s'engage à œuvrer pour la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans la région sur la base (...) de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'amitié

avec le Maroc et les pays amis et voisins".

4- Il s'engage à établir une pleine coopération" avec le Maroc "tant au niveau bilatéral qu'au niveau du Maghreb arabe".

5- Il s'engage à trouver dans l'équité et la fraternité retrouvées la solution adéquate aux problèmes des citoyens du royaume du Maroc établis au Sahara occidental depuis la fin de l'année 1975, date de la "marche verte" et la mise de ce territoire sous contrôle marocain.

## M. Balladur souligne les liens « privilégiés et étroits » entre Paris et Rabat

Le premier ministre, Edouard Balladur, a clos, vendredi 23 juillet, une visite officielle de vingt-quatre heures au Maroc, qui lui a permis de réaffirmer le caractère « privilégié et étroit » des relations qu'entretiennent Paris et Rabat et « la place importante qu'occupe le Maroc dans la politique étrangère de la France ». Les entretiens, « extrêmement confiants, cordiaux, simples, directs et sans fioriture aucune », qu'il a eus avec les dirigeants marocains ont porté, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse, sur les relations bilatérales, la situation dans l'ex-Yougoslavie, dans la région du Golfe et au Liban, ainsi que sur le processus de paix au Proche-Orient.

« Nous avons également procédé à un échange de vues sur le Sahara

occidental et les perspectives de règlement que nous appelons de nos vœux », a-t-il ajouté, précisant que Paris est prêt « chaque fois qu'on le souhaite et chaque fois que toutes les parties le demandent, à favoriser les conversations qui peuvent parvenir à la paix », partout dans le monde. Il a par ailleurs assuré le Maroc de « l'appui de la France » dans les négociations visant à parvenir à un accord de partenariat avec la CEE.

Le premier ministre, que le roi Hassan II a décoré du Grand Cordon du Wissam alaouite, l'une des plus hautes distinctions du royaume, a estimé que les responsables marocains « comprennent parfaitement » la politique que mène son gouvernement dans le domaine de l'immigration. - (AFP)

le Monde 25-26/07/93

Alger Républicain 20 Juillet 1993.

## Satisfaction et réserves du F. Polisario

Le Front Polisario a exprimé jeudi à Paris en même temps que sa satisfaction, des réserves sur le rapport concernant la situation au Sahara occidental présenté mardi devant les membres du Conseil de sécurité, par le secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros-Ghali.

Dans une déclaration faite, par téléphone, au correspondant de l'A.P.S. à Paris, le représentant du Front Polisario en France, M. Baba Sayed, a indiqué que si le mouvement de libération sahraoui "se félicite vivement de l'importance accordée par le secrétaire général des Nations Unies, aux négociations directes initiées à El Ayoune entre les deux parties, le Front Polisario et le Maroc, comme unique moyen pour surmonter les difficultés existantes qui empêchent la mise en œuvre du plan de paix. Il ne peut que s'étonner de la volonté apparente du secrétaire général de vidier ces négociations de leur objet en donnant l'impression de pencher pour l'une des deux parties sur l'un des problèmes essentiels de leur désaccord, à savoir les critères d'identification du

corps électoral." Le Front Polisario, a ajouté son représentant en France. "reste fermement convaincu que l'ambiance de sérénité et de sérieux qui a entouré les rencontres dans le cadre des négociations directes entre les deux parties à El-Ayoune est un facteur extrêmement encourageant pour la solution juste et durable des problèmes en suspens, et qu'il faut donc donner le temps à ces négociations de s'enraciner et de s'approfondir et aux deux parties la possibilité de se mettre d'accord sur les modalités du référendum."

"Les deux parties qui se sont fait pendant 20 ans la guerre doivent, dans un esprit de responsabilité et de sagesse, trouver le terrain d'entente pour bâtir ensemble une paix indispensable et durable entre elles", a conclu M. Baba Sayed.

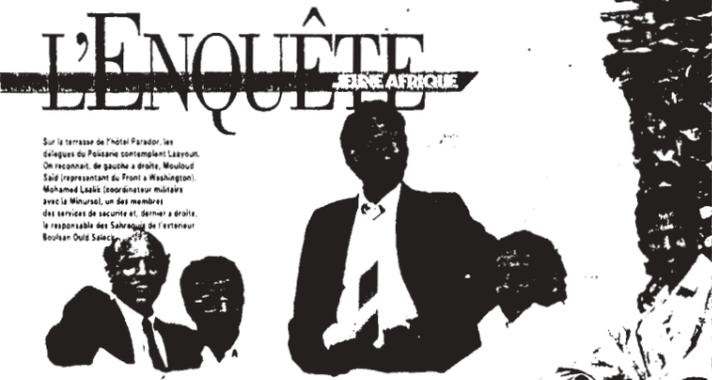
Par ailleurs, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Mme Madeleine Albright, représentante permanente des Etats-Unis à l'ONU et actuelle présidente du Conseil de sécurité, a déclaré que "le Conseil accueille favo-

ablement" le rapport présenté au sujet de l'évolution de la question du Sahara occidental.

Les membres du Conseil "appuient sans réserve" les efforts déployés par le secrétaire général pour "faire avancer rapidement les préparatifs du référendum conformément à la résolution 809." Il note en outre "que la commission d'identification a maintenant commencé ses travaux préparatoires" et se "félicite que les deux parties aient réaffirmé leur volonté d'appliquer le plan de paix dans sa totalité et en particulier qu'elles aient réagi de façon encourageante à la proposition de compromis concernant l'interprétation et l'application des critères, et se soient déclarées déterminées à œuvrer en faveur de la tenue rapide d'un référendum."

Dans la même lettre, Mme Albright relève également que le Conseil "convient que la tenue de pourparlers directs constitue un fait nouveau positif" et "partage l'espoir de voir ces pourparlers reprendre bientôt."

alger républicain 7 aout 93



Sur la terrasse de l'hôtel Parador, les délégués du Polisario (à gauche) et les représentants marocains (à droite). Mouloud Saïd (représentant du Front à Washington), Mohamed Lakkis (coordonneur militaire avec le Maroc), un des membres des services de sécurité et, dernier à droite, le responsable des Sahraouis de l'entourage Boutros-Ghali.

Sahara. Pourquoi et comment une rencontre entre le Maroc et le Polisario, que Boutros-Ghali espérait "historique", s'est achevée sur un échec.

# Le malentendu de Laayoun.

FRANÇOIS SOUDAN

Boutros Boutros-Ghali croyait-il réellement en ce qu'il disait, lorsqu'il qualifiait « d'historique » — avant qu'elle se déroule, il est vrai — la rencontre de Laayoun entre le Maroc et le Front Polisario ?

Pensait-il influencer sur le cours des événements, quand il envoya aux délégués, le jour de l'ouverture de la réunion, un message très ferme dans lequel il avertissait que « ceux qui coopéreront bénéficieront d'encouragements et ceux qui ne le feront

pas devront en supporter le coût » ? Au regard du résultat, il s'agit là plutôt d'une nouvelle version de la méthode Coué puisque le dossier du Sahara occidental n'a toujours pas progressé d'un millimètre. Mais il est vrai que l'histoire se nourrit parfois de rendez-vous symboliques.

Tout a commencé — et tout a fini — sur un malentendu. Lorsque le 16 juillet dans l'après-midi la délégation du Polisario conduite par Béchir Mustapha Sayed, numéro deux du mouvement, débarqua d'un avion des Nations unies en provenance de Tindouf sur l'aéroport de Laayoun, les organisateurs de la rencontre — c'est-à-dire

Boutros-Ghali via son représentant spécial Sahabzada Yakoub Khan — croient fermement qu'une « vraie » négociation va s'ouvrir. Dans un message confidentiel expédié quelques heures plus tôt à l'« ambassadeur » du Polisario aux Nations unies Ahmed Boukhari, codifié OSRSNG/LL/51 et dont *Jeune Afrique* a eu connaissance, le secrétaire général précise en effet qu'« à l'ouverture de la réunion, l'observateur des Nations unies Sahabzada Yakoub Khan pourra, comme le suggère le Front Polisario, indiquer le cadre conceptuel de ces entretiens, à savoir explorer les meilleurs moyens d'appliquer le plan de ré-

glement et les perspectives d'avenir [...] Il est entendu que chaque délégation pourra soulever tout point de discussion qui lui convient [...] Les représentants du gouvernement marocain seront dirigés par l'ambassadeur Senoussi, représentant permanent auprès de l'ONU et envoyé extraordinaire du roi ; M. Mohamed Azmi, du ministère de l'Intérieur, fera partie de la délégation. » On pense donc, à New York, que le dialogue portera sur la mise en œuvre du plan de paix et que la partie marocaine a désigné pour le mener un « gros calibre » : Ahmed Senoussi, l'un des hommes de confiance du roi Hassan II, spécialiste des missions délicates.

Les dirigeants du Polisario le croient aussi, eux qui ont toujours voulu traiter avec le Maroc « d'Etat à Etat » et qui estiment que le fait de se rendre à Laayoun est à la fois une concession et une reconnaissance, toutes deux de taille. La délégation de onze membres envoyée depuis Tindouf est donc « de haut niveau » — puisqu'elle comprend six personnalités de la « direction nationale » — et triée sur le volet : pas de vieux chefs de tribus à l'allégeance réversible mais des politiques, des militaires et quelques diplomates. A leur tête : Béchir Mustapha Sayed, frère d'el-Ouali (le fondateur du Polisario, mort en 1976) et l'un de ceux qui en janvier 1989 ont rencontré le roi à Marrakech. Le problème est que, côté marocain, l'objectif n'est pas le même. Si Rabat s'est quelque peu laissé forcer la main pour participer à cette réunion (les discrètes pressions américaines n'y sont pas, dit-on, étrangères), il n'est pas question de la transformer en un exercice de « négociations directes » susceptibles de légitimer le Polisario. Ni la fraction la plus nationaliste de l'opinion et des partis, ni l'armée et ses chefs — on a d'ailleurs tenu à rassurer ces derniers deux semaines auparavant, en leur faisant savoir que le royaume n'était disposé à aucune concession — ne l'accepteraient. Les Marocains ne sont donc pas disposés à discuter de la mise en œuvre du référendum, qui est à leurs yeux de la compétence exclusive du secrétaire général des Nations unies.

Cette volonté de banaliser à l'extrême la rencontre « historique » de Laayoun est tout d'abord médiatique. La télévision marocaine, tout comme la presse officielle, ignore délibérément l'événement. On apprend ensuite que si Ahmed Senoussi fait bien partie de la délégation marocaine, il ne la dirige pas officiellement. Membre parmi d'autres, son rôle de chef de file pour

lequel l'ONU pensait avoir obtenu des assurances est en fait confié à Biyadillah Ould Mohamed Cheikh, notable d'envergure certes, premier Sahraoui à avoir été nommé gouverneur hors du Sahara (à Salé, en l'occurrence), mais qui n'est pas la grosse pointe politique attendue. La délégation marocaine, qui ne comprend aucun « rallié » comme Brahim Hakim ou Omar Hadrami — l'organisateur onusien avait insisté sur ce point — est d'ailleurs composée pour l'essentiel de Sahraouis membres du Conseil consultatif créé en 1985 auprès du roi. Curiosité significative d'un conflit parfois fratricide : le propre frère cadet de Biyadillah Ould Mohamed Cheikh, Brahim, chef de la police dans les camps de Tindouf, figure au sein de la délégation du Polisario. Ce n'est pas la première fois que les deux hommes sont face à face dans un pareil cadre : lors des négociations avortées de Genève entre chefs de tribus, l'an dernier, ils s'étaient déjà parlé par téléphone, d'hôtel à hôtel.

Lors des entretiens de Laayoun, qui se poursuivront jusqu'au 19 juillet, c'est pourtant à Ahmed Senoussi que reviendra de facto la tâche de mener les débats du côté marocain. C'est lui qui accueillera les délégués du Polisario par ces mots : « Vous êtes nos fils et vous êtes ici dans votre pays. » C'est lui aussi qui expliquera que, le plan de paix étant « enfermé dans le coffre-fort du secrétaire général à New York, nous ne sommes pas venus pour en discuter ». C'est lui enfin qui, lorsque le ton montera quelque peu entre Biyadillah et Béchir Mustapha Sayed, interviendra pour ramener le calme. Mais à l'extérieur de la salle de réunion, c'est Biyadillah qui officiellement fera fonction de chef de délégation. D'où la déception des quatre médiateurs dépêchés par Boutros-Ghali (Yakoub Khan, le Britannique Eric Jensen, un Russe et un Italien). D'où aussi la crispation des envoyés du Polisario, persuadés d'être tombés dans une sorte de piège.

Le fond étant exclu, de quoi a-t-on discuté à Laayoun ? De problèmes de forme tout d'abord. Si les échanges ont été dans l'ensemble corrects (il y a même eu quelques embrassades), on a perdu beaucoup de temps à régler des questions protocolaires. Exemple : le lieu des réunions, qui en définitive se sont tenues alternativement

au Parador, un hôtel cinq étoiles où étaient logés les délégués, et au centre pour handicapés de Laayoun, qui (cela ne s'invente pas) fait office de siège de la Minurso. Interminable polémique également à propos des drapeaux. Celui du Maroc voisinant avec celui de l'ONU devant le Parador, le Polisario a exigé qu'à l'intérieur chaque délégation ait sur la table son propre emblème. Refus du Maroc, puis compromis : seul celui des Nations unies figurera en définitive dans la salle. Cette affaire connaîtra d'ailleurs un dénouement spectaculaire puisque lors de leur départ le lundi 19 juillet, sur la route qui mène de la ville à l'aéroport, les délégués du Polisario jeteront pas les fenêtres des véhicules blancs de la Minurso des dizaines de petits drapeaux de la RASD qu'ils avaient pris soin d'emmenner depuis Tindouf, un peu comme on jette des tracts.

Accueillis au Parador par un personnel marocain dont ils vanteront l'extrême courtoisie, les Sahraouis du Polisario n'ont guère eu à utiliser les dirhams — reliquat de quelques prises de guerre au début du conflit — dont ils s'étaient munis : leur séjour a été comme convenu pris en charge par les Nations unies. Pour le reste, une fois solutionné le casse-tête protocolaire, chaque délégation s'est contentée de juxtaposer les monologues, même si ces discours parfois se répondaient. On a ainsi entendu Biyadillah expliquer en quoi l'évolution de la situation mondiale avait rendu caduques les revendications sécessionnistes et Béchir Mustapha Sayed affirmer que le Polisario voulait établir un Etat moderne, pluraliste et reposant sur l'économie de marché.

Les adieux, dans l'après-midi du lundi 19 juillet, après un déjeuner offert par Sahabzada Yakoub Khan, furent brefs. Sans doute faut-il en retenir que l'on s'est pour la première fois promis de se revoir — même si l'on ne sait ni où ni quand, la rumeur d'un nouveau « round » d'entretiens à Paris ou à Genève reposant sur un simple souhait émis par le Polisario. Sur-tout, on a pu enfin, après quinze ans de conflit, échanger autre chose que des invectives. Même si l'histoire n'était pas vraiment au rendez-vous, Laayoun valait bien une accolade. ●

« Vous êtes nos fils et vous êtes ici dans votre pays. »

## JEUNE AFRIQUE

29 juillet - 4 aout 93

Une fois n'est pas coutume Jeune Afrique se rend à l'évidence et souligne ce qui devient patent pour tout le monde, l'intransigeance du Maroc et son entière responsabilité dans les difficultés rencontrées par les Nations-Unies, dans leurs tentatives d'organiser le référendum pour l'autodétermination du Peuple Sahraoui.